



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

POLYNT COMPOSITES FRANCE

BP 19
DROCOURT
62320 Drocourt

Références : 664-2025
Code AIOT : 0007000789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE implanté ROUTE D'ARRAS 62320 DROCOURT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une plainte relative à des odeurs reçue par courriel le 24/11/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYNT COMPOSITES FRANCE
- ROUTE D'ARRAS 62320 DROCOURT
- Code AIOT : 0007000789

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de DROCOURT s'étend sur un terrain d'une superficie de 34 hectares, implanté sur deux communes DROCOURT et ROUVROY. Il emploie environ 200 personnes (hors intérim et entreprises extérieures).

Il exploite des installations de fabrication de résines.

L'établissement POLYNT COMPOSITES est exploité sous couvert de l'arrêté d'autorisation du 02/02/2004 modifié. Il est soumis à autorisation pour 12 rubriques, dont les rubriques 4120-2-a, 4130-2-a, 4511-1 et 4150-1. Il est classé seuil haut.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Limitation des odeurs	Arrêté Préfectoral du 02/02/2004, article 19.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien pris en compte la plainte et a contacté le plaignant. Un numéro de téléphone lui a été indiqué afin de contacter la société POLYNT 24h/24, afin de déterminer les circonstances d'apparition des odeurs et en déterminer l'origine.

Un plan d'actions est en cours pour réduire les émissions olfactives du site avec notamment la couverture du bassin de traitement (équipée d'un traitement par charbon actif) dans l'attente de son remplacement par un oxydateur thermique (travaux de terrassement en cours pour un déploiement prévu au cours de l'année 2026).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limitation des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2004, article 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
Constats :

L'Inspection a informé l'exploitant de la plainte en séance.

L'exploitant indique en séance et complète par courriel du 05/12/2025 :

- ne pas avoir été informé de l'appel du plaignant ;
- ne pas avoir enregistré d'incident sur site susceptible d'être à l'origine des odeurs à la date de la plainte, notamment sur l'atelier UPR et la couverture du bassin de traitement (Nota : le plaignant indique la date du jeudi 14 novembre, or il s'agit soit du jeudi 13 novembre, soit du vendredi 14 novembre) ;
- au moment de la plainte, le vent soufflait du Sud-Est vers le Nord-Ouest, en direction de la ville de Billy-Montigny ;
- un terail sépare le site de POLYNT COMPOSITES et la ville de Billy-Montigny au Nord-Ouest ;
- avoir réalisé un exercice PPI le vendredi 14 novembre avec participation des services de l'État (notamment préfecture et DREAL) ;
- avoir réalisé, au cours de cet exercice, une communication via l'application FAR à 9h30, indiquant un exercice en cours, en précisant que la thématique portait sur "la gestion de la dispersion dans l'atmosphère d'un produit toxique".

L'exploitant a pris contact par courriel avec le plaignant, le 08/12/2025, en mettant l'Inspection en copie, et lui a fourni le numéro de téléphone à contacter (24h/24) dans une telle situation afin d'être recontacté pour établir les éléments factuels permettant de déterminer l'origine des odeurs.

L'exploitant rappelle investir pour réduire son impact environnemental. En ce qui concerne les odeurs, l'exploitant est en cours de déploiement d'un plan d'actions qui consiste, dans un premier temps, à couvrir le bassin de traitement des effluents du site (source principale d'émissions olfactives) et filtrer les odeurs via un filtre à charbon (déjà en place). L'étape suivante consistera, courant 2026, à installer un oxydateur thermique et supprimer le bassin de traitement. Les travaux de terrassement pour l'installation de l'oxydateur thermique sont en cours. Cet équipement, constituant une technologie de dépollution atmosphérique largement utilisée dans différents secteurs industriels et dont la fonction principale est de détruire certains polluants émis par les procédés dont les composés organiques volatils (COV), doit permettre de réduire considérablement les émissions olfactives en provenance de l'établissement. Son déploiement est prévu au cours de l'année 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera régulièrement l'Inspection de l'état d'avancement de son plan d'actions de réduction des odeurs. Un nouveau point d'étape est demandé sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois